

DÉCLARATION ASSERMENTÉE

Je, soussigné Louis Tremblay, ingénieur et directeur des Affaires professionnelles à l'Ordre des ingénieurs du Québec, ayant mon domicile professionnel au 1 100, avenue des Canadiens-de-Montréal, bureau 350, à Montréal, déclare solennellement ce qui suit :

Curriculum vitae

1. Je suis membre de l'Ordre des ingénieurs depuis le 14 septembre 1983 et n'ai jamais fait l'objet d'une radiation ou d'une limitation ou d'une suspension de mon droit d'exercice;
2. J'ai obtenu en juin 1983 un baccalauréat en génie civil de l'École polytechnique de Montréal;
3. J'ai travaillé comme officier du génie militaire pour les Forces armées canadiennes de 1983 à 1992;
4. De 1992 jusqu'au 30 juillet 1999, j'ai travaillé comme directeur – ingénierie et environnement pour Consultants BGH-Planning inc.;
5. Le 2 août 1999, j'ai été nommé syndic adjoint de l'Ordre avant de devenir syndic de l'Ordre le 19 février 2002;
6. Le 19 août 2007, j'ai quitté mon poste de syndic pour devenir directeur des Affaires professionnelles à l'Ordre;
7. En 2012, j'ai reçu la distinction de *Fellow* d'Ingénieurs Canada ;

Entrée en fonction

8. Peu de temps après mon entrée en fonction à titre de syndic adjoint, j'ai reçu une formation en enquête d'un ancien policier-enquêteur;
9. Au cours des années, j'ai suivi différentes formations données par le Conseil interprofessionnel du Québec ou d'autres organismes en plus de bénéficier du mentorat du syndic Luc Laliberté, ing.;
10. Les premières tâches qui me furent confiées étaient d'enquêter sur la conduite professionnelle d'ingénieurs afin de déterminer si ceux-ci avaient contrevenu à la *Loi sur les ingénieurs*, le *Code des professions* ou leurs règlements d'application, dont le *Code de déontologie des ingénieurs* [**pièce 219P-2141**];
11. Après environ un an suivant mon entrée en fonction, j'ai également commencé à répondre aux questions des membres et du public en matière de déontologie;

12. J'ai commencé à donner dans des universités ou des écoles de génie également de temps à autre de la formation sur la déontologie des ingénieurs et sur le rôle du syndic;

Bureau du syndic en 2003

13. En date du 31 mars 2003, comme il appert du rapport annuel 2002-2003 **[pièce 1]**, l'équipe du Bureau du syndic était composée des personnes suivantes :

Syndic	Louis Tremblay, ing.	
Syndics adjoints	Rémi Alaurant, ing. Ginette Latulippe, ing.	Alexandre Khayat, ing. Jean-Pierre Raymond, ing.
Conseillère juridique	M ^e Linda Bélanger	
Secrétaire de direction	Carole Delcorde	
Secrétaire	Carole Juneau	
Syndics correspondants	Jean-Guy Couture, ing. Jean Vallée, ing.	Pierre Sauvé, ing.

14. Au cours de l'année 2003-2004, les seuls changements apportés à l'équipe furent l'embauche d'une nouvelle conseillère juridique et d'une nouvelle secrétaire suite au départ de M^e Bélanger et de Madame Juneau, tel qu'il appert du rapport annuel 2003-2004 **[pièce 2]**;
15. Les syndics correspondants travaillaient à l'extérieur du siège de l'Ordre sur une base contractuelle et avaient pour tâche d'assister les syndics adjoints dans la conduite de leurs enquêtes, le *Code des professions* ne leur permettait pas de procéder à une conciliation ou à porter plainte;
16. En 2003, la plupart des appels téléphoniques destinés au Bureau du syndic étaient traités par la secrétaire de direction; les autres étaient traités par les syndics adjoints ayant au moins un an d'expérience ou, plus rarement, par la conseillère juridique;
17. Comme le démontrent les extraits de rapports annuels **[pièces 1 et 2]**, le Bureau du syndic a reçu 1 057 appels et demandes de renseignements lors de l'année 2002-2003 et 872, lors de l'année suivante;
18. En 2002-2003, 27% des sources d'information à la base des enquêtes disciplinaires étaient des ingénieurs, tandis que ce pourcentage était de 19% l'année suivante;
19. Au cours des deux années financières, 19% des dérogations constatées concernaient l'article 3.02.08 du *Code de déontologie des ingénieurs*, rédigé ainsi :

« **3.02.08.** L'ingénieur ne doit pas recourir, ni se prêter à des procédés malhonnêtes ou douteux, ni tolérer de tels procédés dans l'exercice de ses activités professionnelles. » ;

20. Bien que cet article soit susceptible de trouver application dans un cas où un ingénieur commettrait des malversations, de la corruption ou de la collusion, il peut également s'appliquer dans un contexte où le client n'était pas un organisme public;

Procédures et méthodes de travail

21. Dès ma nomination comme syndic, j'ai voulu codifier les pratiques et les façons de faire alors en vigueur au Bureau du syndic;
22. À cette fin, avec la collaboration des autres membres du Bureau du syndic, j'ai rédigé au début de l'année 2002, un document détaillant les procédures et les méthodes de travail au Bureau du syndic [**pièce 3**] (ci-après « *Procédures et méthodes de travail* »);
23. Les *Procédures et méthodes de travail* ont fait l'objet de cinq révisions périodiques, entre avril 2002 et septembre 2003;
24. Les *Procédures et méthodes de travail* ont été bien expliquées aux employés, lors de leur rédaction, lors des rencontres d'équipe, de leur mise en vigueur, des révisions;
25. Les *Procédures et méthodes de travail* étaient claires quant au traitement d'un signalement, comme il appert des pages 4 et 5 de ce document:
- toute information selon laquelle un ingénieur aurait commis une infraction de la compétence du Bureau du syndic, qu'elle soit écrite ou verbale, était transmise au syndic,
 - toute information transmise quant à une infraction commise par un ingénieur faisait l'objet d'un suivi, lequel était décidé par le syndic, soit par l'ouverture d'un dossier d'enquête, soit par une lettre transmise à la personne à l'origine du signalement;
26. Il n'était donc pas loisible à un employé du Bureau du syndic de refuser de donner suite à un signalement selon lequel une infraction disciplinaire avait été commise;
27. Les *Procédures et méthodes de travail* étaient également claires à l'effet qu'il revenait au syndic enquêteur de réunir ultérieurement au signalement les écrits et documents et d'interroger plus amplement les témoins potentiels, dont le demandeur d'enquête, comme il appert de la page 6 de ce document;
28. Je n'ai jamais donné quelque instruction que ce soit à l'effet qu'il était nécessaire qu'un demandeur d'enquête fournisse au préalable quelque document que ce soit avant que le dossier ne soit traité, ce qui d'ailleurs aurait été en contradiction avec les *Procédures et méthode de travail*;

29. Je n'ai jamais donné ni reçu d'instructions particulières quant au traitement des dossiers impliquant de la collusion, du trafic d'influence, de l'abus de confiance, du financement politique illicite ou d'autres infractions de même nature;
30. Bien avant 2003, le Bureau du syndic avait déjà déposé des plaintes disciplinaires en matière de malversations et obtenu des condamnations disciplinaires, comme le démontrent le tableau et les décisions disciplinaires **[pièce 4, en liasse]**;

Signalement de Karen Duhamel, ing. jr.

31. Je ne me souviens pas avoir eu de contacts avec Karen Duhamel, avoir vu une fiche d'ouverture de dossier l'indiquant comme étant à l'origine d'un signalement ou qu'un employé du Bureau du syndic m'ait indiqué lui avoir parlé en 2003;
32. J'ai pris connaissance du témoignage rendu par Madame Duhamel devant les commissaires le 13 mai 2014;
33. Les faits tels que relatés par Madame Duhamel ne reflètent aucunement les usages qui prévalaient au Bureau du syndic lorsque j'étais syndic;
34. En effet, les faits relatés par Madame Duhamel reflètent manifestement des infractions à l'article 3.02.08 du *Code de déontologie des ingénieurs*, lesquelles sont de la compétence du syndic ;
35. En conséquence, la personne ayant recueilli l'appel de Madame Duhamel aurait dû me transmettre les informations relatives à son signalement comme le prévoyait le sous-paragraphe 1.1.1 des *Procédures et méthodes de travail* (page 4);
36. De plus, il revenait au syndic qui serait chargé de mener l'enquête d'évaluer les difficultés potentielles quant à la preuve d'une infraction, le cas échéant ;
37. Si une personne du Bureau du syndic a agi tel que l'a relaté Madame Duhamel, ce fût à mon insu ainsi qu'en flagrante contradiction avec les normes qui étaient mises en place et dont les employés connaissaient l'existence.

Et j'ai signé,

[Signature]
Louis Tremblay, ing.
Directeur des affaires professionnelles

Déclaré solennellement devant moi
à Montréal, le 30 avril 2015

[Signature]
Louise Gauthier
Commissaire à l'assermentation #155598

